

La balance des paiements 2017 de la Nouvelle-Calédonie

Une épargne négative financée par des flux de capitaux extérieurs

La Nouvelle-Calédonie se caractérise par un déficit important et structurel de sa balance des transactions courantes (-61 milliards de F CFP en 2017 soit -6 % du PIB), même si ce déficit est en diminution sensible en 2017.

Soldes des principaux postes de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie

En millions de F CFP	2015 (1)	2016 (1)	2017 (2)
Compte des transactions courantes (I) dont	-135 223	-86 761	-60 999
Biens	-143 454	-103 788	-86 754
Services	-67 015	-59 278	-58 960
Revenus	53 194	52 057	56 965
Transferts courants	22 051	24 249	27 750
Compte de capital (II)	303	-1 317	-792
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-134 920	-88 078	-61 791
Compte financier dont	122 123	106 206	72 003
Investissements directs (IV)	123 923	55 272	60 931
Investissements de portefeuille (V)	-2 793	-3 625	-1 898
Solde de la balance de base (VI) = (III) + (IV) + (V)	-13 789	-36 432	-2 758
Autres investissements	993	54 560	12 970
Erreurs et omissions	12 797	-18 128	-10 212
<i>Pour mémoire PIB (estimé à partir de 2012)</i>	<i>964 809</i>	<i>982 500</i>	<i>1 010 000</i>

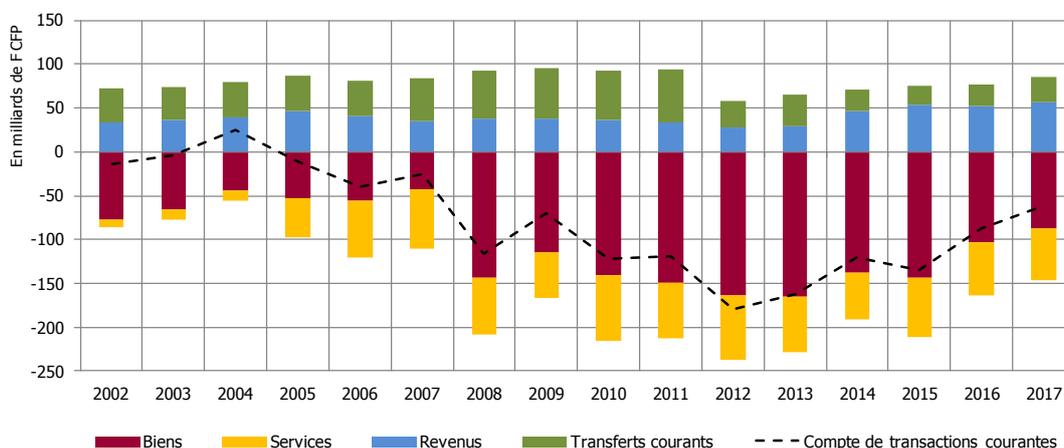
(1) Chiffres révisés

Sources : IEOM, ISEE

(2) Chiffres provisoires

Ce déficit signifie que l'économie calédonienne a des flux négatifs d'épargne vis-à-vis de l'extérieur, c'est-à-dire que les transactions courantes qu'elle effectue (biens, services, revenus, transferts) avec l'extérieur génèrent une sortie nette de valeurs monétaires. Ce déficit des transactions courantes est causé par un déficit de la balance commerciale (biens et services) très important de 148 milliards de F CFP (15 % du PIB), bien que là encore en forte réduction en 2017, en partie compensé par des versements courants nets (services, revenus et transferts réunis) en provenance de l'État français de 114 milliards de F CFP en 2017.

Solde des transactions courantes de la Nouvelle-Calédonie



Sources : IEOM, ISEE, Douanes

Le déficit courant, flux sortant d'épargne, est compensé par une entrée positive de capitaux et de flux financiers en provenance de l'extérieur du territoire (voir tableau page suivante). Cette entrée de flux financiers repose essentiellement sur les investissements directs étrangers nets (+60,9 milliards de F CFP en 2017) et les autres investissements nets (+13,0 milliards de F CFP). A noter que si le flux positif des investissements directs nets est une constante pour la Nouvelle-Calédonie depuis 2005, celui des autres investissements a un signe variable selon les années (il était ainsi presque nul en 2015).

L'équilibre entre balance courante et compte financier (y inclus le compte de capital qui joue un rôle modeste dans l'économie calédonienne) est, en partie, intrinsèque à la construction d'une balance des paiements, aux erreurs et omissions près : un déficit commercial doit être financé et se traduit mécaniquement par une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements envers l'extérieur, c'est-à-dire un flux financier positif en provenance de l'extérieur.

Cependant, il peut exister dans une économie un déséquilibre global entre l'offre et la demande de devises se traduisant par des mouvements des avoirs extérieurs nets des autorités monétaires (réserves en devises et or de la banque centrale). Dans la balance calédonienne, il n'y a pas de réserves de change, mais cet équilibre sur le marché des devises peut s'apprécier à partir de l'évolution de la position des avoirs de l'IEOM sur le compte d'opération ouvert au Trésor, qui garantit la zone F CFP. Ces avoirs ont diminué de manière modérée en 2017 (7,7 milliards de F CFP soit 0,8 % du PIB).

Le taux de couverture s'améliore

L'année 2017 est marquée par un accroissement des échanges de biens, plus prononcé pour les exportations (+15,6 %) que pour les importations (+2,5 %). Les importations et les exportations de services diminuent de manière similaire (-0,7 % et -0,8 % respectivement), conduisant ainsi à une stabilité du déficit de la balance des services. Dans l'ensemble, les importations de biens et services enregistrent une progression de 4 milliards de F CFP (+1,1 % en un an), sous l'effet d'une croissance modérée en Nouvelle-Calédonie (1,0 %) et de prix internationaux stables, et les exportations de 21 milliards de F CFP (+10,3 %), en lien avec la hausse des cours et de la production de nickel (et de cobalt). En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore, atteignant ainsi 61,7 % après 55,9 % en 2016, soit le niveau le plus élevé depuis dix ans.



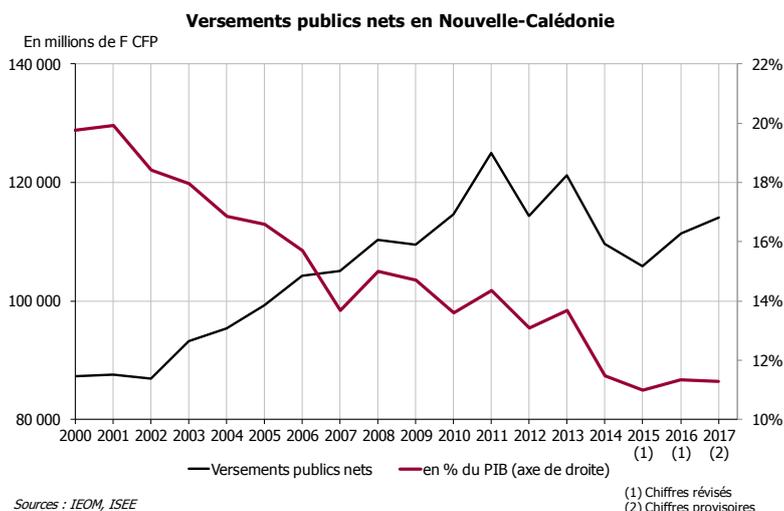
Sources : IEOM, ISEE

La progression des exportations est entièrement due aux produits miniers et métallurgiques. Les autres exportations reculent (-3,0 % pour les produits de la mer) ou stagnent (-0,8 % pour les services). Le taux de couverture est donc étroitement lié à l'exportation de produits de la filière nickel.

Parmi les exportations de services, le poste « voyages » (correspondant aux dépenses locales des non-résidents, essentiellement les touristes) progresse néanmoins de 5,5 % (pour s'établir à 18,2 milliards de F CFP). Ce poste est d'un niveau proche de celui des dépenses des résidents calédoniens effectuées à l'extérieur (16,4 milliards de F CFP).

Stabilité des versements publics

Les versements publics bruts en Nouvelle-Calédonie représentent 41 % du total des crédits du compte de transactions courantes, soit 159 milliards de F CFP. Ils sont composés pour l'essentiel de versements de l'État sous la forme de salaires, de pensions, de dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'intervention (contrats de développement compris) des collectivités publiques et des forces armées en Nouvelle-Calédonie. Ils interviennent au crédit dans la balance des paiements principalement dans 3 lignes : services des administrations publiques (forces de sécurité par exemple), rémunération des salariés du secteur public (paie d'agents travaillant pour l'administration calédonienne) et transferts courants des administrations publiques (subventions, dotations, etc.).



Sources : IEOM, ISEE

Les versements nets sont obtenus en retirant au débit les versements effectués par les résidents calédoniens au secteur public métropolitain, principalement des cotisations aux caisses de retraite.

En termes nets, les versements publics ont progressé jusqu'en 2011 à une croissance moyenne de 3,3 % par an. Entre 2011 et 2016, ils se réduisent légèrement (à un taux de croissance annuel moyen de -2,3 %). Ils progressent cependant de 2,3 % en 2017, à un niveau très proche de la croissance du PIB en valeur courante de 2,7 % et s'établissent à 114 milliards de F CFP, soit

11,3 % de la richesse créée en Nouvelle-Calédonie. Leur part dans le PIB du territoire, qui atteignait près de 20 % en 2000, s'est significativement réduite puis stabilisée à partir de 2015.

En 2017, les versements publics bruts ont stagné et l'augmentation des versements nets est principalement due à une baisse significative des cotisations aux caisses de retraite versées à l'étranger du territoire. Cette baisse est le résultat avant tout du calendrier des mouvements de trésorerie de ces cotisations, et n'appelle pas à une interprétation en termes économiques.

Les entrées nettes de capitaux se maintiennent à un niveau élevé en dépit d'une forte baisse

La principale source des flux financiers est constituée des investissements directs en provenance de l'étranger. Ces derniers, essentiellement issus du secteur métallurgie sont en forte baisse (de 130,1 milliards de F CFP en 2015 à 69,8 milliards de F CFP en 2017). De plus, ils ont changé de nature. Alors qu'ils finançaient antérieurement la construction des usines, c'est-à-dire la formation de capital fixe sur le territoire, ils compensent essentiellement en 2017 des pertes d'exploitation (la balance des paiements les comptabilise néanmoins en investissements directs comme des flux en provenance d'actionnaires non-résidents finançant une activité économique résidente).

Hors investissement direct, le solde des entrées nettes de capitaux financiers est également nettement positif (les autres investissements augmentent de 13,0 milliards de F CFP en 2017).

Les sorties de capitaux de l'économie calédonienne, sujet souvent évoqué dans le débat public, représentent néanmoins des flux significatifs et croissants. Les acquisitions immobilières des résidents calédoniens à l'étranger sont en effet en forte hausse (6,9 milliards de F CFP en 2015, 8,6 milliards en 2016 et 11,0 milliards en 2017) et à des montants tout à fait significatifs. En net, c'est-à-dire déduites des ventes de ces mêmes biens, la progression est un peu moins rapide (5,2 milliards de F CFP en 2015, 6,8 milliards en 2016 et 7,9 milliards en 2017). En revanche, les acquisitions de biens immobiliers calédoniens par des non-résidents sont modestes (1 milliard de F CFP en 2017).

Compte financier de la balance des paiements

En millions de F CFP	Soldes		
	2015 (1)	2016 (1)	2017 (2)
COMPTE FINANCIER	122 123	106 206	72 003
Investissements directs	123 923	55 272	60 931
Nouvelle-Calédonie à l'étranger	-6 230	-9 997	-8 840
Capital social(*)	-676	-2 021	221
Investissements immobiliers	-5 148	-6 807	-7 889
Autres opérations	-406	-1 169	-1 172
Étranger à Nouvelle-Calédonie	130 153	65 268	69 771
Capital social(*)	-4 598	307	588
Investissements immobiliers	648	575	760
Autres opérations	134 104	64 386	68 423
Investissements de portefeuille	-2 793	-3 625	-1 898
Avoirs	-2 792	-3 624	-1 894
Engagements	-1	-1	-4
Autres Investissements	993	54 560	12 970
Avoirs	2 857	-5 870	-4 774
Prêts	-2 638	-8 034	-6 959
IEOM	9 565	-24 440	7 688
Secteur bancaire	-8 310	18 204	13 260
Autres secteurs	-3 893	-1 797	-27 906
Autres avoirs	5 495	2 164	2 185
Autres secteurs	5 495	2 164	2 185
Engagements	-1 864	60 430	17 744
Prêts	-2 943	61 884	17 722
Administrations publiques	5 947	9 102	9 591
Secteur bancaire	-10 177	40 605	-9 947
Autres secteurs	1 287	12 177	18 079
Autres engagements	1 079	-1 454	22

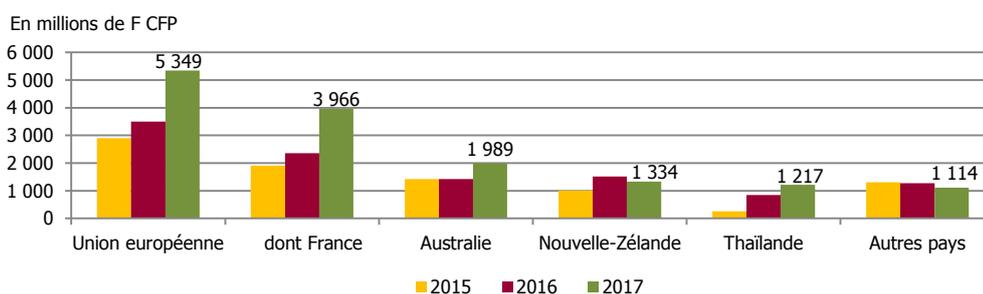
(*) hors investissements immobiliers

Source : IEOM

(1) Chiffres révisés

(2) Chiffres provisoires

Achats immobiliers de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger



Source : IEOM, balance en règlements

Les avoirs (et les engagements) des résidents à l'étranger du territoire s'accroissent

L'autre vecteur de sortie de capitaux est potentiellement le placement extérieur de l'épargne des ménages, voire des entreprises. Les investissements de portefeuille (actions et obligations) ont une importance secondaire en termes de flux financiers (-1,9 milliard de F CFP en net en 2017) et ne montrent pas de tendance marquée d'évolution ces dernières années. En revanche, les placements hors titres des résidents calédoniens (ménages et entreprises), hors secteur bancaire et administrations publiques, génèrent un flux net sortant de -27,9 milliards de F CFP en 2017, qui correspond donc à une croissance des avoirs des résidents à l'étranger du territoire, tels que des dépôts bancaires ou des comptes d'assurance-vie par exemple.

Néanmoins, ces sorties de capitaux ne constituent pas a priori une contrainte pour le financement de l'économie, car elles sont plus que compensées par des entrées de montant nettement supérieures. C'est le cas pour les investissements directs, mais aussi pour les autres flux de capitaux financiers : les capitaux nets entrants se montant à 17,7 milliards de F CFP au total, dont 18,1 milliards

de F CFP concernant les ménages et entreprises (hors secteur bancaire). Ces capitaux entrants sont essentiellement constitués de dettes, sous différents natures, à l'égard de l'extérieur. Au total, en 2017, les entrées nettes de capitaux financiers (compte financier) se sont établies à 72 milliards de F CFP en positif, soit 7 % du PIB.

Soldes des avoirs et engagements (ménages et entreprises) par pays

Avoirs			
en millions de F CFP	2015	2016	2017
France	- 7 026	- 6 686	- 22 322
États-Unis	2 575	1 031	- 11
Belgique	- 881	- 687	684
Luxembourg	- 1 893	- 891	- 650
Australie	1 054	- 1 056	- 1 490
Monaco	- 1 273	- 479	- 932
Nouvelle-Zélande	- 903	- 549	- 2 199
Polynésie française	111	62	271
Suisse	272	97	23
Singapour	4 887	7 096	- 709
Royaume-Uni	85	732	- 194
Thaïlande	- 59	- 133	- 194
Canada	- 351	- 67	- 104
Italie	14	4	- 97
Autres	- 294	- 272	17
Total	- 3 683	- 1 797	- 27 906

Source: IEOM

Engagements			
en millions de F CFP	2015	2016	2017
France	1 221	12 479	15 639
Corée du Sud	-	-	3 600
États-Unis	- 4	- 308	- 944
Australie	101	- 54	- 42
Autres	- 31	59	- 174
Total	1 287	12 177	18 079

Source: IEOM

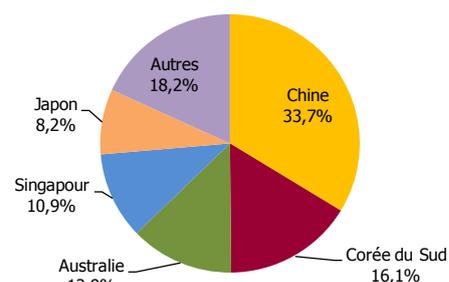
L'insertion commerciale de la Nouvelle-Calédonie dans le bassin Asie-Pacifique se renforce

C'est désormais 62,7 % du commerce de biens qui s'effectuent avec cette région, dont 33,7 % avec la Chine qui est le premier partenaire commercial du territoire.

La filière Nickel constitue la première source de cette insertion régionale. La Chine, devenue le centre mondial de l'économie de la filière, absorbe désormais 38,8 % des exportations calédoniennes suivie de la Corée avec 19,3 %, alors que les exportations vers la France se sont éteintes. Les importations d'énergie, provenant pour moitié de Singapour, sont une deuxième source d'échanges avec l'Asie.

Pour l'ensemble des autres biens importés, la France reste le premier fournisseur suivi de la Chine, sauf pour les biens de consommation durables pour lesquels la part de marché de la Chine s'est considérablement accrue.

Échanges avec les pays de la zone Asie-Pacifique



Sources: Douane, ISEE

Données douanières par pays fournisseurs de la Nouvelle-Calédonie

	Biens de consommation durables			Biens de consommation non durables			Biens d'investissement			Biens intermédiaires		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
France	21,9%	25,7%	22,8%	38,9%	39,7%	39,3%	21,2%	29,6%	29,2%	27,3%	28,5%	27,7%
Chine	38,0%	38,1%	41,0%	10,5%	10,1%	9,7%	12,8%	11,6%	12,2%	12,2%	12,8%	13,2%
Autres pays de l'UE	17,0%	17,8%	16,7%	19,1%	19,7%	19,6%	23,8%	23,7%	22,3%	15,5%	15,2%	14,7%
Australie	2,2%	1,8%	2,5%	7,0%	6,3%	6,4%	9,7%	6,9%	7,6%	12,9%	10,3%	10,4%
Nouvelle-Zélande	0,7%	0,6%	0,6%	7,4%	7,5%	8,0%	1,4%	1,1%	1,3%	6,2%	6,1%	5,1%
Etats-Unis	2,6%	1,9%	2,0%	3,9%	3,7%	3,6%	8,6%	6,8%	6,0%	6,0%	5,7%	4,4%

Sources : IEOM, ISEE

En revanche pour l'ensemble des autres postes de la balance des paiements -services, revenus, transferts, autres investissements- à l'exception des investissements directs, les échanges avec la France sont très largement majoritaires.

Les échanges avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont d'un niveau secondaire mais significatif sur la plupart des postes – biens, services, autres investissements financiers. Ils sont globalement en croissance, à l'exception des échanges de biens, notamment en ce qui concerne les flux sortants de capitaux.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS — Responsable de la rédaction : J.-D. NAUDET –

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : février 2019 – Dépôt légal : février 2019 – ISSN 1968-6277